

18 septembre 2019

Lu pour vous



20
minutes

Christophe Castaner dégage son plan pour lutter contre les trafics de stupéfiants

Le ministre de l'Intérieur a dévoilé ce mardi 55 mesures très répressives pour « lutter contre le fléau de la drogue et des trafics »

Ah, [Marseille](#) ! Sa [fabuleuse équipe de foot](#), ses calanques, ses [camions pizzas](#)... et ses règlements de compte. Pourtant, si le ministre de l'Intérieur a choisi de présenter, ce mardi, le plan national de lutte contre les stupéfiants à l'occasion d'un déplacement dans la cité phocéenne, ce n'est pas, assure-t-il, parce que les quartiers nord de la ville sont gangrenés par le trafic de drogue, que les balles crachées par les kalachnikovs continuent de [faire de nombreuses victimes](#) presque tous les mois. « Marseille, c'est le laboratoire des initiatives » lancées par le gouvernement pour tenter d'endiguer les trafics. Et certaines mesures testées ces dernières années au bord de la Méditerranée, et qui ont rencontré, selon [Christophe Castaner](#), un certain « succès », seront déclinées au niveau national.

Car, en croire un haut responsable policier, la situation est loin d'être reluisante dans le reste du pays. Certes, les forces de l'ordre « n'ont jamais démantelé autant de trafics » (+ 8% déjà en 2019). Les règlements de compte entre équipes concurrentes, toujours trop nombreux, ont aussi « tendance à baisser » (45 cette année contre 49 en 2018 à la même époque) selon cette source. **Mais la production mondiale de [stupéfiants](#) n'a jamais été si importante, les consommateurs si nombreux, les produits si toxiques. Le trafic de drogue génère en France un chiffre d'affaires estimé par les autorités à près de 3,5 milliards d'euros par an. Son coût sanitaire, lui, est évalué à environ 8 milliards d'euros.** Les efforts entrepris par la [police](#) et la [gendarmerie](#) ne suffisent plus. « Une réforme était devenue nécessaire, impérative même », souligne le premier flic de France.

« *Agir collectivement* ».

Il entend muscler les outils dont disposent les forces de l'ordre pour faire face à des trafiquants qui utilisent des méthodes « plus violentes, plus perfectionnées, moins traçables », inspirées « de celles du grand banditisme ou du terrorisme ». La principale mesure du plan consiste à remplacer l'Ocrtis (Office central pour la répression du trafic illégal de stupéfiants), dont la réputation a été [entachées ces dernières années](#) par une série de scandales, par l'Ofast (Office anti stupéfiants). Cet office, qui comptera 150 enquêteurs, aura pour mission de centraliser les

informations recueillies par l'ensemble des unités luttant contre le trafic de drogue, et de « coordonner » leur action, tant au niveau national que local. Un peu comme la DGSI en matière de terrorisme. Disposant de 16 antennes réparties sur tout le territoire, l'Ofast devrait être opérationnel dès le 1er janvier 2020. Il sera dirigé par une contrôleuse générale, Stéphanie Cherbonnier, actuelle conseillère « justice » du directeur général de la police nationale. Elle sera secondée par le procureur de Bayonne, Samuel Vuelta-Simon. **« Police, gendarmerie, douanes et magistrats seront impliqués dans sa gouvernance », insiste Christophe Castaner. Le message est clair, le temps n'est plus à la concurrence entre les services. Il faut « agir collectivement ».** Autre objectif du plan : « améliorer la collecte et le partage de renseignement ». Le [ministre de l'Intérieur](#) compte pour cela s'appuyer sur les Cross, les cellules du renseignement opérationnel contre les stupéfiants, dont la première a été mise en place à Marseille par [Laurent Nunez](#), il y a quatre ans, alors qu'il était à la tête de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône. « 28 ont déjà été créées dans les grandes aires urbaines et trois sont en train d'être mises en place », poursuit Christophe Castaner, précisant qu'elles seront opérationnelles « d'ici la fin de l'année ».

Cela fait 20 ou 30 ans que l'on travaille comme ça... »

Par ailleurs, l'hôte de la place Beauvau souhaite s'attaquer plus lourdement « au patrimoine des dealers, qu'il s'agisse des grands pontes ou des petites mains ». « Aujourd'hui, sur 500 millions d'avoirs criminels saisis, seulement 10 % sont issus des trafics de stupéfiants », déplore-t-il. Avant d'ajouter : « Lutter contre la [drogue](#), c'est lutter pour nos territoires. » Comment ? « En éloignant plus systématiquement les trafiquants » des quartiers, en lançant une plateforme d'appels permettant aux habitants de signaler les points de vente. **Enfin, une « grande campagne de sensibilisation » sera lancée prochainement afin de « casser l'image festive et joviale de la drogue », « alerter sur les risques sanitaires et rappeler les sanctions pénales encourues ».**

Alors que plusieurs pays européens ont dépénalisé l'usage de cannabis (de loin la drogue la plus consommée en France, 30 tonnes importées chaque mois), **le gouvernement fait le pari de la répression davantage que celui de la prévention. Un choix que regrette Philippe Capon, secrétaire général du syndicat [Unsa Police](#). « Est-ce que ce plan peut tout régler ? C'est compliqué, car les consommateurs sont des malades, la drogue c'est une addiction », observe ce syndicaliste expérimenté. Avant de conclure : « Il manque un volet prévention, il faut faire comprendre aux consommateurs que la drogue, c'est de la merde. Cela fait 20 ou 30 ans que l'on travaille comme ça, or il faut aller au-delà car c'est un problème de santé publique et les policiers ne peuvent pas tout régler. Nous sommes le pays le plus répressif mais aussi celui où il y a le plus de consommateurs en Europe. »**

